

Anne Emery-Torracinta: «Le peuple doit se prononcer sur les coupes budgétaires»

Interview La conseillère d'Etat genevoise en charge de l'Instruction publique s'inquiète de l'après-2016.



Anne Emery-Torracinta: «J'ai consacré toute ma vie à l'école et je n'ai pas l'intention de voir cette dernière se dégrader!»

Image: Georges Cabrera

La semaine prochaine, la fonction publique descendra dans la rue pour protester contre le budget 2016, avec en son sein de nombreux enseignants. Mais la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta, patronne de l'Instruction publique, s'inquiète particulièrement de l'après-2016. Elle explique ses craintes.

Anne Emery-Torracinta, que pensez-vous du budget 2016?

Qu'il n'est pas suffisant pour répondre aux besoins, raison pour laquelle je me suis abstenue au moment de le voter. Après plusieurs années de restrictions, nous n'avons plus de marge de manœuvre et nous allons devoir commencer à couper dans certaines prestations. Devra-t-on, par exemple, supprimer les voyages d'études, les activités sportives et culturelles du mercredi après-midi, voire faire payer les devoirs surveillés? Tout cela serait dommage, mais ces prestations sont-elles essentielles? Cela dit, la baisse des charges de personnel de l'Etat de 5% à l'horizon 2017 et 2018 pose des questions bien plus graves.

Lesquelles?

La mise en cause des conditions d'apprentissage. De plus, la poussée démographique va se poursuivre à Genève. Si on veut diminuer les charges de personnel de 5% par rapport à maintenant et ne pas compenser la hausse démographique, il faudra tailler 7% ou 8% dans nos charges. Cette baisse entre manifestement en contradiction avec l'enjeu majeur de l'école genevoise qui est de permettre à tous les jeunes de réussir une formation. Or, l'éducation, c'est notre avenir, la seule vraie ressource du canton. Il faut donc absolument que la population puisse se prononcer sur les coupes à venir. Voulons-nous oui ou non donner à l'école des moyens pour fonctionner? Et pour les EMS? Et pour les personnes handicapées? Il faut mettre en balance les missions et les impôts.

C'est exactement ce qui se produira avec le frein à l'endettement...

Par Marc Bretton **Mis à jour à 08h26**

Mots-clés

Anne Emery-Torracinta
Département genevois de
l'Instruction publique de la culture
et du sport (DIP)



Investir avec UBS Advice

Contrôles du portefeuille et notifications – désormais aussi en ligne.



Déterminer la stratégie

Credit Suisse Invest. Le nouveau conseil en placement.



Cembra Money Bank

Calculez votre crédit maintenant avec Cembra Money Bank en ligne.



Oui et je le souhaite. Mais il n'interviendra qu'après trois exercices déficitaires. Et si on coupe, il n'y aura peut-être pas de déficits, mais on aura renoncé à des missions essentielles. Le gouvernement a proposé de nouvelles recettes fiscales, mais malheureusement le parlement les refuse, ne permettant pas ainsi à la population de se déterminer.

Dans le privé, des baisses de coûts de quelques pour-cent sur deux ans sont monnaie courante. Pourquoi pas au DIP?

Parce qu'actuellement, déjà 10 à 15% des jeunes terminent l'école sans diplôme. Et que les conséquences de ces échecs se feront sentir dans dix ans en termes de chômage et d'aide sociale. L'augmentation du nombre de mineurs étrangers non accompagnés qui arrivent à Genève nécessite aussi une augmentation des moyens. Une partie des difficultés de certains jeunes – de même que la dégradation de certains bâtiments scolaires – trouve son origine dans les coupes budgétaires des années 90, notamment la baisse drastique des postes de soutien à l'école primaire. Va-t-on recommencer?

Vous dramatisez. Rien qu'en 2016, le département décrochera 90 nouveaux postes. Ce n'est pas encore du Zola!

Soyons clairs, l'augmentation couvre principalement des postes déjà occupés et rendus nécessaires par la hausse du nombre d'élèves en 2015. En l'état, le budget ne permet pas de couvrir l'augmentation d'élèves prévue en septembre prochain.

Pour diminuer les charges, le Conseil d'Etat envisage un passage à 42 heures de travail hebdomadaires pour les fonctionnaires. Il paraît que c'est votre idée. Qu'est-ce que cela implique?

Non, ce n'est pas mon idée. Son seul objectif est de faire des économies, pas d'assurer de meilleures conditions d'enseignement ou de meilleures prestations à la population. Sur le papier, l'augmentation d'une heure d'enseignement permettrait d'économiser 230 postes. Mais dans la réalité, c'est plus compliqué. Dans les petits degrés de l'école primaire, on aurait ainsi des instituteurs devant enseigner 29 périodes, alors que les élèves n'en ont que 28! Il y a aussi les risques de licenciements et le fait de ne plus engager, donc de laisser des jeunes sur le carreau. De toute façon, la mesure ne permettrait d'économiser que 33 millions alors que la cible 2018 pour le DIP est de 60 millions. Quant à l'augmentation du nombre d'élèves par classe, ce serait aller à rebours du bon sens.

Pourquoi ne pas envisager une baisse de salaire?

C'est une piste qui n'a pas été envisagée par le Conseil d'Etat.

Quelles sont les lignes rouges d'un magistrat de gauche au DIP?

Mis à part la préservation des conditions d'apprentissage, je dois rappeler les valeurs et les enjeux de l'éducation et les effets concrets des décisions prises. J'ai consacré toute ma vie à l'école et je n'ai pas l'intention de voir cette dernière se dégrader!

Vous vous êtes abstenue sur le budget 2016. Logiquement vous vous opposerez aux budgets 2017 et 2018?

Tout dépendra de ce qui sera proposé. Le Conseil d'Etat doit trouver des solutions acceptables par un parlement qui ne dise pas tout et son contraire, ce n'est pas si simple.

Le 10 novembre, la fonction publique, et notamment les enseignants, va descendre dans la rue. A-t-elle raison ou tort?

Le droit de grève est consacré par la Constitution et je le respecte, même si je préfère le dialogue. (TDG)

(Créé: 05.11.2015, 08h26)

À lire aussi

powered by 

La fonction publique genevoise fera grève le 10 novembre

Afin de contrer les... [Plus...](#)

Pourquoi les élèves genevois ne maîtrisent pas l'allemand

Selon une récente étude... [Plus...](#)



Investir avec UBS Advice

Contrôles du portefeuille et notifications – désormais aussi en ligne.

«La formation est un investissement pour l'avenir»

Anne Emery-Torracinta... [Plus...](#)

Recommandés pour vous

powered by 

▶ La Bâtie Festival, programmation musicale

Fabrice Gottraux revient sur les concerts à ne pas... [Plus...](#)



Investir avec UBS Advice

Au service de votre portefeuille 24 h/24. Aussi dans UBS e-banking.

▶ Des visiteurs de l'expo itinérante réagissent

Genève? Lausanne? Des passants livrent leurs impressions [Plus...](#)

▶ Interview Pascal Broulis

Bus Genève à la rencontre de la Suisse [Plus...](#)